

République Démocratique du Congo | Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM)

INTRODUCTION

La crise humanitaire à laquelle fait face la République Démocratique du Congo (RDC) est complexe, prolongée dans le temps et étendue à pratiquement tout le territoire national affectant des millions de personnes¹. Des initiatives sont mises en place par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, dont les transferts monétaires qui sont de plus en plus utilisés. C'est avec les objectifs d'accompagner la planification des activités de transferts monétaires par les acteurs de la réponse humanitaire et de faciliter l'identification des dynamiques des marchés que l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM) a été créée. Elle est mise en oeuvre par REACH et par le [Cash Working Group](#) (CWG) en collaboration avec des organisations partenaires qui collectent des données dans les marchés d'intérêt pour la communauté humanitaire.

Cette publication de l'ICSM présente des données primaires des prix des articles alimentaires et non-alimentaires collectées par les partenaires de l'ICSM avec l'outil de collecte commun.

Des résultats additionnels des prix alimentaires agrégeant les données sur les prix des articles alimentaires collectées par l'équipe Vulnerability and Analysis Mapping (VAM) du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et par le Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET) sont disponibles en ligne sur le [centre de ressources de REACH](#).

INDICATEURS CLÉS

Coût médian du MEB

345'479 FC

121,86 USD²

▲ + 27'964 FC +9%

Minimum³ : 295'391 FC

Maximum : 458'469 FC

Taux de change officiel

1 USD² = 2'835 FC

▶ 0%

6 Organisations partenaires

18 Marchés évalués

413 Commerçants enquêtés (IC)

75% Femmes commerçantes

14 Produits évalués

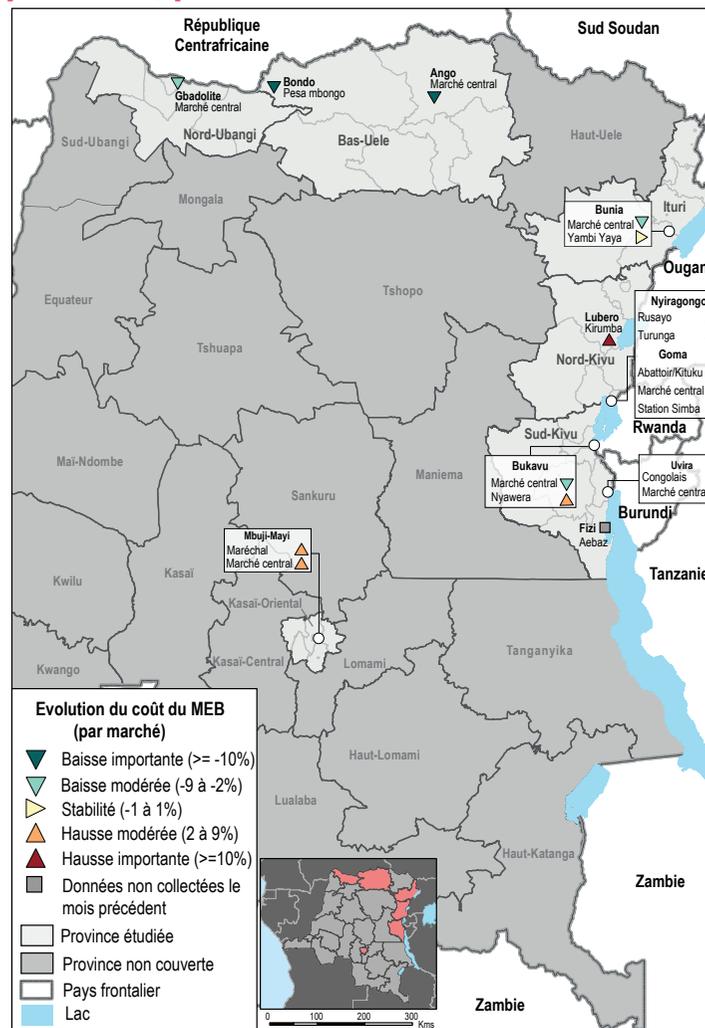
Du 21 au 31 octobre

Date de collecte

DISCLAIMER

Des erreurs de calcul dans nos analyses au niveau du MSF (Score de fonctionnalité des marchés) ont récemment été identifiées. Les erreurs concernaient le score de résilience des circuits d'approvisionnement et dans une moindre mesure les scores liés à la disponibilité des produits et aux infrastructures de marché. Les tables d'analyse de septembre ont été corrigées en conséquence. Pour les tables d'analyse antérieures, les données seront corrigées dans le dashboard à venir (premier trimestre 2025). Au besoin, les données corrigées pour les mois antérieurs à septembre pourront être fournies sur demande.

Évolution du coût médian du Panier de Dépenses Minimum (MEB) par rapport au mois précédent, par marché



MESSAGES CLÉS

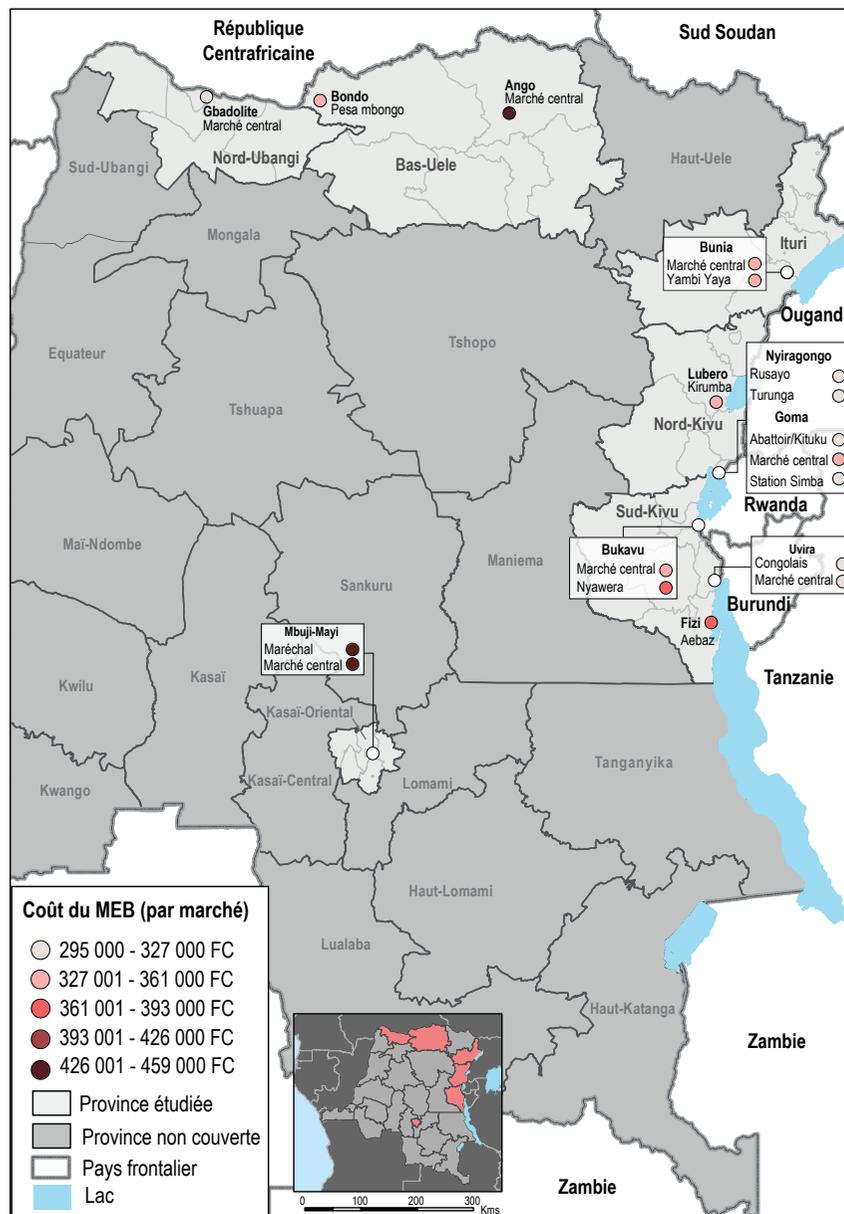
- Au mois d'octobre, le coût médian du MEB a augmenté de 9% au niveau national. Ce coût médian du MEB s'échelonnait de 295'391 FC (104'19 USD) dans le marché central de Gbadolite au Nord-Ubangi à 458'469 FC (161'72 USD) au marché central d'Ango dans la province du Bas-Uele.
- Onze marchés sur dix-huit (11/18) évalués au mois d'octobre avaient une fonctionnalité limitée et 4 avaient une mauvaise fonctionnalité. Le marché de Gbadolite dans le Bas-Uele et le marché de Nyawera à Bukavu étaient les deux seuls marchés à avoir une fonctionnalité complète depuis septembre. En outre, le marché central d'Ango enregistrait son pire score de fonctionnalité depuis janvier 2024. L'abordabilité des prix des produits était problématique dans la quasi-totalité des marchés évalués durant le mois d'octobre.
- Au mois d'octobre, les stocks de produits vendus au marché central d'Ango avaient tendance à s'épuiser plus rapidement que le temps nécessaire pour les réapprovisionner. Ce risque de pénurie avait déjà été constaté en septembre, bien que les produits concernés différaient.

MEB⁴

L'ICSM consiste en la mise en place d'un système collaboratif de suivi des prix d'un panier de biens. [Le panier de dépenses minimum](#) (Minimum Expenditure Basket, MEB), représente un groupe d'articles minimum nécessaire pour subvenir aux besoins d'un ménage congolais de 5 personnes (comprenant deux adultes, deux enfants de 5 à 17 ans et un enfant de moins de 5 ans⁵) pendant un mois. Celui-ci est composé d'un ensemble de biens et services de base qui sont accessibles sur les marchés et que les ménages bénéficiaires de l'assistance humanitaire sont susceptibles de prioriser.

Articles alimentaires		Qté./ ménage/ mois	
Farine de maïs		37,5 kg	
Farine de manioc		37,5 kg	
Haricots		27 kg	
Huile		3,3 L	
Sel		0,75 kg	
Eau, hygiène et assainissement (EHA) et combustible		Qté./ ménage/ mois	
Savon en brique (800 g)		3 pièces	
Savon lessive en poudre (50 g)		6 pièces	
Bandes hygiéniques (paquet de 10)		2 pièces	
Combustible (brasse, charbon, bois)		10 kg	
Articles ménagers essentiels (AME) ⁶		Qté./ ménage/an	
Natte deux places		2 pièces	
Moustiquaire deux places		2 pièces	
Bidon en plastique		2 pièces	
Pagne 100% coton		1 pièce	
Lampe solaire ou à pile		1 pièce	
Autres dépenses ⁷		Type de dépenses	Coût mensuel
Santé	Consultations et transport		70 200 FC
Éducation	Fournitures		4 875 FC
Communication	100 unités		2 000 FC
Abri	Entretien du logement		10 000 FC

Coût médian du MEB par marché



Tendances principales

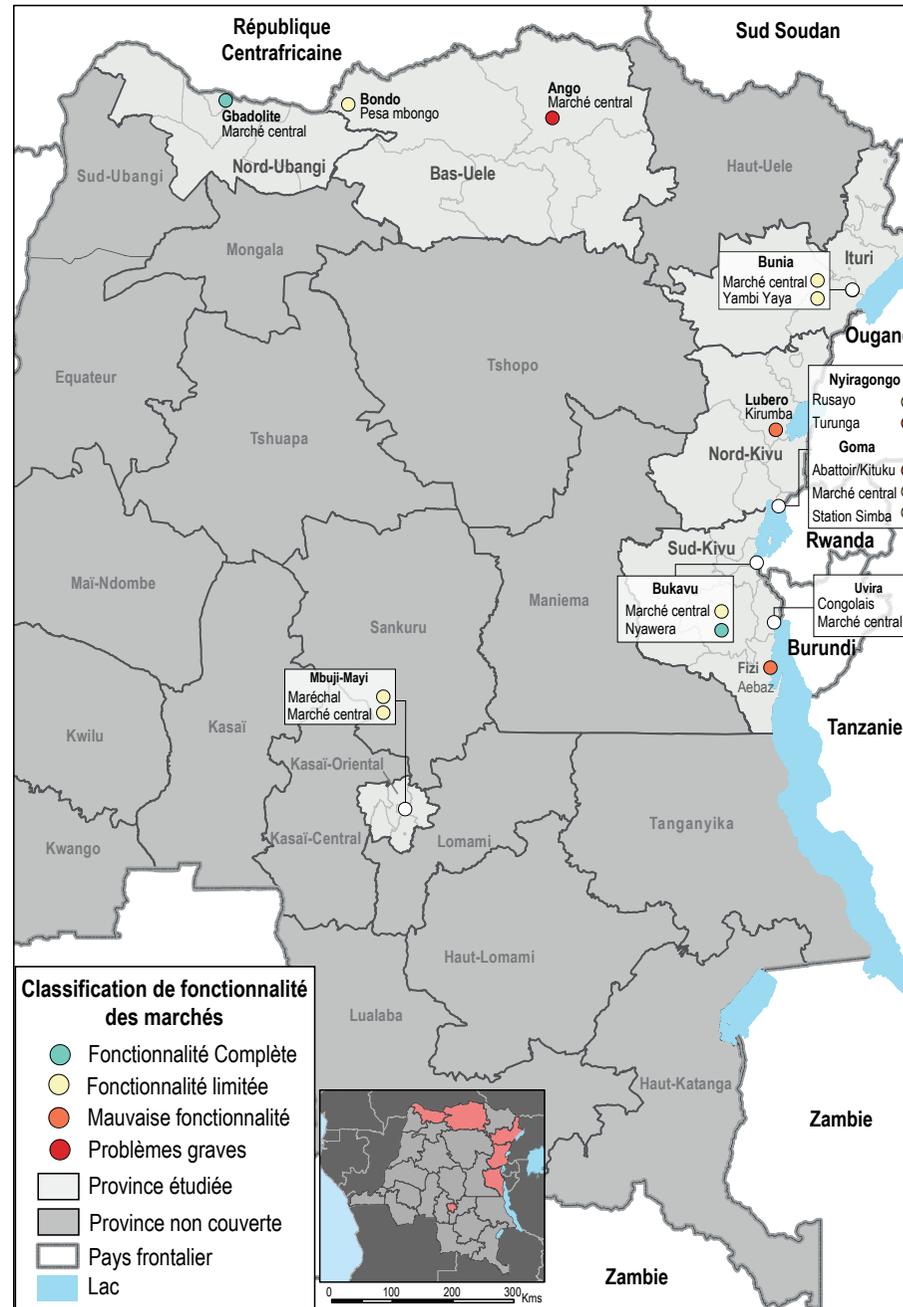
- Hausse généralisée des coûts médians du MEB sur l'ensemble des marchés évalués au Nord-Kivu :** Contrairement au mois de septembre, les coûts médians du MEB ont augmenté sur l'ensemble des marchés évalués au Nord-Kivu (298'125 FC au marché de Rusayo à Nyiragongo à 337'024 FC au marché central de Goma). Ces augmentations variaient de 4% au marché Simba dans la ville de Goma à 13% au marché Kirumba dans le territoire de Lubero. **Ces hausses seraient dues aux hausses du coût du panier alimentaire en octobre. À Goma, le coût médian du MEB a augmenté de 11% au marché Abattoir alors qu'il augmentait de 8% et 4% respectivement au marché central et au marché Simba.** Cette augmentation concernait principalement le prix médian de la farine de maïs et de manioc (excepté le marché Simba où le prix médian de la farine de manioc est resté stable par rapport au mois de septembre). Selon Radio France internationale, cette situation serait due **aux taxes imposées par les groupes armés d'un côté et par la fermeture des routes au niveau de Masisi et Rutshuru d'un autre côté**⁸. En outre, le coût médian du MEB a également augmenté à Lubero (Kirumba) et à Nyiragongo (Rusayo et Turunga) suite à la hausse des prix d'une grande partie des denrées alimentaires excepté la farine de maïs dans les deux marchés évalués à Nyiragongo, les haricots et le sel à Kirumba, ainsi que l'huile à Rusayo. Il convient de noter que le coût des articles NFI a augmenté de 47% et 13% respectivement au marché Kirumba à Lubero et au marché Turunga à Nyiragongo.
- Evolution contraire des coûts médians du MEB dans les deux marchés évalués à Bukavu :** Comme pour le mois de septembre, les variations du coût du MEB entre le marché central de Bukavu et celui de Nyawera se sont à nouveau inversées au mois d'octobre. En effet, une situation similaire avait été constatée au cours du mois précédent. Le marché central de Bukavu avait vu son coût médian du MEB augmenter (+11%) pendant que celui du marché Nyawera diminuait (-13%). En octobre, le coût médian du MEB a baissé de 9% au marché central de Bukavu (391'790 FC en septembre contre 356'001 FC en octobre) pendant que celui du marché Nyawera augmentait de 9% (343'624 FC en septembre contre 375'588 FC en octobre). **Les prix médians de la farine de maïs et de manioc ont baissé au niveau du marché central de Bukavu en octobre alors que les prix médians des autres produits alimentaires sont restés stables.** À Nyawera, des hausses des prix médians de la farine de maïs (+25%), des haricots (+11%) et de l'huile de palme (+150%) ont été constatées au mois d'octobre. **Selon un média local, cette situation serait imputable à la raréfaction des produits sur le marché, ainsi qu'à l'approche des fêtes de fin d'année**⁹.
- Le coût médian du MEB encore en hausse au marché central de Mbuji-Mayi :** Après une hausse de 10% en septembre, le coût médian du MEB a de nouveau augmenté de 5% au marché central de Mbuji-Mayi pour atteindre 436'383 FC en octobre contre 416'996 FC en septembre. **Le coût médian du marché central de Mbuji-Mayi était le plus élevé des marchés évalués en octobre après Ango.** Cette hausse intervient suite à l'augmentation du prix médian des haricots, du savon en barre et de certains articles AME (bidon, pagne et lampe).

SCORE DE FONCTIONNALITÉ DES MARCHÉS (MFS)

Le Score de fonctionnalité des marchés (Market Functionality Score, MFS) est un score développé par REACH pour évaluer et comparer le niveau de fonctionnement des marchés en RDC et dans d'autres pays. Ce score sur 100 se décompose en plusieurs dimensions qui sont pondérées en fonction de leur importance. Ces dimensions sont elles-mêmes parfois composées de différents indicateurs afin de couvrir les aspects principaux qui constituent ces dimensions¹⁰:

- **Disponibilité des produits au sein des marchés (30% du MFS)** : les vendeurs de ce marché peuvent-ils fournir de manière fiable tous les articles essentiels que les ménages locaux doivent acheter régulièrement ?
- **Accessibilité des marchés (25% du MFS)** : tous les acteurs du marché (y compris les clients) ont-ils un accès physique à ce marché ? Tous les acteurs du marché ont-ils un accès social à ce marché ? Ce marché et les routes qui y mènent sont-ils sûrs et sécurisés ?
- **Abordabilité des produits (15% du MFS)** : les clients ont-ils un accès financier à ce marché ? Les prix des articles de base sont-ils stables sur ce marché ?
- **Résilience des circuits d'approvisionnement (20% du MFS)** : les chaînes d'approvisionnement pour les articles clés de ce marché fonctionnent-elles de manière fiable ? Les fournisseurs de ce marché sont-ils systématiquement en mesure de réapprovisionner les articles de base qu'ils transportent avant qu'ils ne soient épuisés ? Les acteurs de ce marché obtiennent-ils leurs marchandises à partir de diverses villes et / ou routes d'approvisionnement, ou la plupart des marchandises atteignent-elles ce marché via une voie d'approvisionnement unique qui peut être vulnérable aux perturbations ?
- **Infrastructure du marché (10% du MFS)** : les infrastructures physiques dans et autour de ce marché (bâtiments, routes, etc.) sont-elles en suffisamment bon état pour soutenir les activités normales de subsistance et commerciales ? Les vendeurs de ce marché ont-ils accès à des installations de stockage verrouillées et sécurisées ? L'infrastructure financière existe-t-elle sur ce marché pour prendre en charge des modalités de paiement alternatives au-delà de l'argent liquide et du crédit informel ?

Classification de la fonctionnalité des marchés

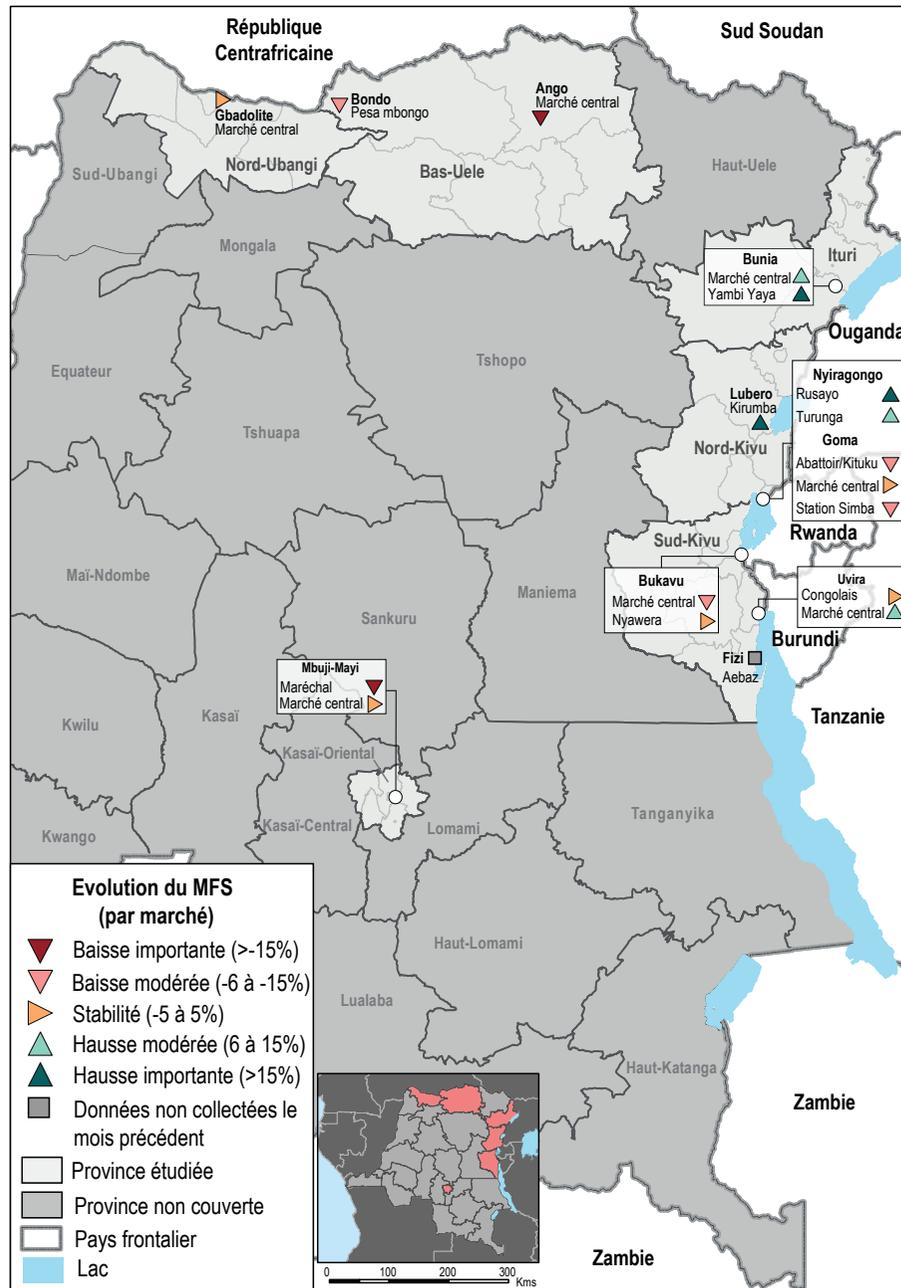


Classification de la fonctionnalité des marchés

- **Fonctionnalité complète** : (1) le MFS total est > 80% du score total maximum et (2) aucune dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Fonctionnalité limitée** : (1) le MFS total est > 50% du score total maximum ou (2) pas plus d'une dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Mauvaise fonctionnalité** : (1) le MFS total est ≤ 50% du score total maximum ou (2) au moins deux dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Problèmes graves** : (1) le MFS total est < 25% du score total maximum ou (2) au moins trois dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Données insuffisantes** : une ou plusieurs dimensions entières n'ont pas pu être collectées sur ce marché, ce qui rend impossible le calcul d'un MFS complet.

La classification de la fonctionnalité des marchés repose donc sur deux aspects : le score de fonctionnalité du marché d'une part, et les scores observés pour chaque dimension d'autre part, des scores dimensionnels très bas pouvant ainsi entraîner des pénalités¹¹.

Évolution du MFS par rapport au mois précédent, par marché



Tendances principales

- Bonne fonctionnalité à Gbadolite, détérioration de la fonctionnalité au marché central d'Ango** : La fonctionnalité du marché central de Gbadolite est restée complète au mois d'octobre. En septembre, le marché central de Gbadolite avait vu sa fonctionnalité s'améliorer du fait de l'amélioration de la quasi-totalité des dimensions. En octobre, des améliorations ont été de nouveau constatées notamment au niveau des circuits d'approvisionnement (**meilleure capacité de réapprovisionnement**) et de **l'abordabilité des prix des produits**. Par ailleurs, au marché central d'Ango, la situation s'est détériorée par rapport au mois de septembre. En effet, le marché central d'Ango montrait déjà de graves problèmes de fonctionnalité depuis juillet malgré une amélioration de la fonctionnalité au mois de septembre suite à une meilleure disponibilité des produits et de meilleures infrastructures de marché. Le marché central d'Ango avait de graves problèmes de fonctionnalité en octobre. **Cette dégradation s'explique notamment par la détérioration de la quasi-totalité des dimensions excepté les scores liés aux infrastructures de marché et à l'abordabilité des prix des produits**. Il convient aussi de noter une détérioration importante de l'accessibilité au niveau du marché (**accès physique et routier**), alors que le marché a longtemps bénéficié d'une très bonne accessibilité.
- Amélioration de la fonctionnalité à Rusayo, situation constante à Turunga** : En septembre, le marché de Rusayo à Nyiragongo enregistrait de graves problèmes de fonctionnalité liés à de mauvais scores enregistrés sur tous les piliers excepté la disponibilité des produits et la résilience des circuits d'approvisionnement. En octobre, le marché de Rusayo disposait d'une meilleure accessibilité (accès physique), de meilleures infrastructures de stockage ainsi que d'un meilleur circuit d'approvisionnement. De ce fait, la fonctionnalité du marché Rusayo était limitée en octobre. En outre, la fonctionnalité du marché Turunga était toujours mauvaise en octobre. **Malgré une amélioration de la résilience des circuits d'approvisionnement (meilleure capacité de réapprovisionnement et une dépendance moins forte en un seul fournisseur)**, les commerçants avaient eu plus de mal à prévoir les prix des fournisseurs sur le prochain mois et ont eu tendance à davantage rapporter **des difficultés financières pour leurs clients, ce qui a diminué le score d'abordabilité des prix des produits**.
- Situation inchangée au marché Nyawera, amélioration de la fonctionnalité au marché Congolais** : Après avoir eu une fonctionnalité limitée en août, le marché de Nyawera à Bukavu avait vu sa fonctionnalité s'améliorer au mois de septembre passant d'une fonctionnalité limitée à complète. Cette amélioration était due aux bons scores obtenus sur la totalité des piliers, et en particulier une amélioration de l'abordabilité des prix des produits. En octobre, le marché de Nyawera jouissait d'une **meilleure résilience des circuits d'approvisionnement, notamment au niveau de la capacité de réapprovisionnement des commerçants, qui ont également rapporté une dépendance moins forte en un seul fournisseur pour les produits alimentaires**. Cependant, une baisse de l'abordabilité des prix des produits et de leur disponibilité a été constatée au mois d'octobre. A Uvira, la fonctionnalité du marché Congolais s'est améliorée entre septembre et octobre. En effet, la fonctionnalité du marché Congolais était mauvaise en septembre du fait d'infrastructures de marché dégradée et d'une abordabilité des prix des produits limitée. En octobre, malgré un score d'abordabilité des prix des produits limité, le marché Congolais a vu sa fonctionnalité s'améliorer du fait d'une amélioration des infrastructures de marché (**infrastructures de stockage et de paiement**). De ce fait, le marché Congolais avait une fonctionnalité limitée en octobre.

RÉAPPROVISIONNEMENT & DÉPENDANCE

55% des commerçants vendant des produits alimentaires ont déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement (n=189).

51% des commerçants vendant des produits EHA et/ou du combustible ont déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement (n=144).

44% des commerçants vendant des articles ménagers essentiels (AME) ont déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement (n=167).

3 difficultés de réapprovisionnement les plus fréquemment rapportées par les commerçants ayant déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement, par type d'article :
(Exprimé en pourcentage de répondants, plusieurs réponses possibles)

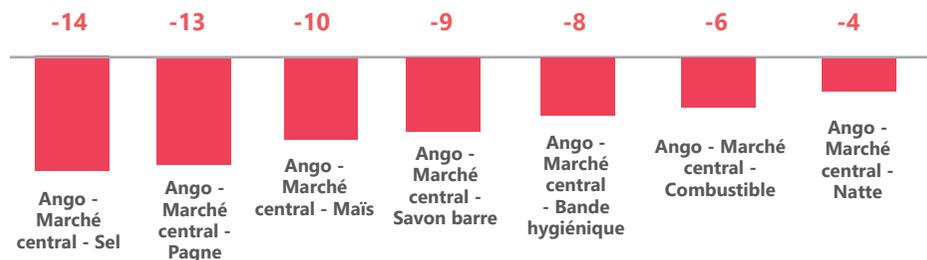
Rang	Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles alimentaires (N=104)		Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles EHA (N=73)		Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les AME (N=73)	
1	Instabilité du taux de change	57%	Instabilité du taux de change	56%	Instabilité du taux de change	62%
2	Coût élevé du transport	41%	Coût élevé du transport	40%	Coût élevé du transport	52%
3	Hausse des prix fournisseurs	40%	Hausse des prix fournisseurs	38%	Taxes élevées et/ou multiples	29%

5% des commerçants vendant des produits alimentaires ont déclaré dépendre d'un unique fournisseur (n=189).

13% des commerçants vendant des produits EHA ont déclaré dépendre d'un unique fournisseur (n=144).

9% des commerçants vendant des AME ont déclaré dépendre d'un unique fournisseur (n=167).

Écart entre durée des stocks et temps médian de réapprovisionnement les plus critiques (inf. 0 jour), par couple marché / produit en nombre de jours :



34% des commerçants interrogés ont rapporté avoir des difficultés à maintenir leur commerce du fait de l'instabilité du taux de change (n=413).

PERCEPTION DE L'ÉVOLUTION DES PRIX ET DE LA FRÉQUENTATION

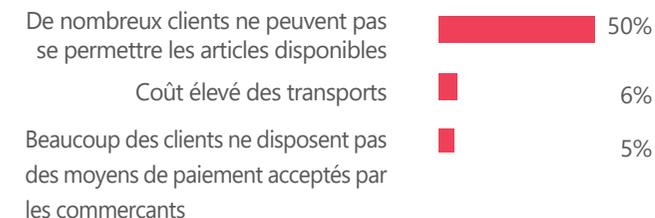
13% des commerçants interrogés pensent pouvoir prédire correctement les prix de leurs fournisseurs le mois prochain (n=413).

36% des commerçants interrogés ont rapporté avoir observé une baisse de la fréquentation au niveau du marché (n=413).

54% des commerçants interrogés ayant rapporté une baisse de la fréquentation du marché l'ont expliqué par de plus grandes difficultés financières des clients (n=150).

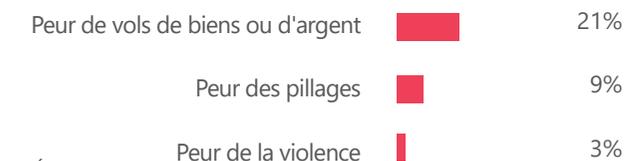
ACCESSIBILITÉ AUX MARCHÉS ET ABORDABILITÉ DES PRIX

Difficultés financières des clients les plus fréquemment rapportées par les commerçants au cours du mois précédant la collecte de données¹² : (Plusieurs réponses possibles, n=413)



30% des commerçants interrogés n'ont rapporté aucune difficulté financière pour leurs clients durant le mois précédant la collecte de données (n=413).

Facteurs de sécurité les plus fréquemment rapportés par les commerçants ayant eu un impact négatif sur les commerces, les clients ou les commerçants au cours du mois précédant la collecte de données¹² : (Plusieurs réponses possibles, n=413)



70% des commerçants interrogés n'ont rapporté aucun problème de sécurité ayant affecté l'accessibilité au marché (n=413).

Méthodologie

L'ICSM consiste en une collecte mensuelle de données sur les prix dans des marchés sélectionnés en fonction de leur intérêt pour la communauté humanitaire et de la capacité des organisations partenaires à y effectuer des collectes régulières.

Les données de l'ICSM sont collectées à l'aide d'un outil de collecte conçu par REACH consultable via les bases de données disponibles à la page [9](#). Le plan d'analyse des données de l'ICSM est accessible dans les [termes de référence](#) de la recherche. La collecte sur les marchés est mise en œuvre sur la base du volontariat par les partenaires de cette initiative, rassemblés en un comité de pilotage dédié.

Les informations sur les prix sont collectées par le biais d'entretiens structurés avec des commerçants vendant leurs articles dans les marchés évalués. Dans le cadre de l'ICSM, un marché est défini comme un lieu rassemblant un minimum de 10 commerçants. Au sein des marchés suivis, les commerçants interrogés sont sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Type de commerçants : seuls les détaillants vendant directement aux clients sont interrogés ;
- Nombre d'articles vendus : les commerçants vendant l'intégralité ou une majorité des articles du MEB sont priorisés ;
- Gamme des articles vendus : les commerçants vendant des articles susceptibles d'être achetés par un ménage vulnérable sont priorisés. Les commerçants vendant des articles considérés comme haut de gamme sont évités.

Dans le cadre de la collecte de données, il est demandé aux enquêteurs, lorsqu'ils en ont la possibilité, de relever un minimum de trois prix par article dans chaque marché. Le prix médian de chaque article est ensuite retenu pour l'analyse et le calcul du coût du MEB. Afin

de permettre le calcul du coût du MEB dans tous les marchés suivis, lorsqu'aucun prix n'a été relevé pour un article dans un marché, le prix médian de cet article à l'échelle de tous les marchés évalués est utilisé. Pour calculer les coûts médians du MEB au niveau du territoire, de la province, de la région ou du pays, la médiane des coûts médians des marchés concernés est utilisée¹³.

Défis et limites

Les données sur les prix incluses dans ce bulletin ont été collectées lors des entretiens avec les commerçants sur les marchés et ne sont présentées qu'à titre indicatif.

Pour un certain nombre d'articles ménagers essentiels, le seuil de trois cotations n'a pas été atteint dans la plupart des marchés évalués, en raison de la rareté de ces articles.

Afin de permettre aux enquêteurs n'étant pas munis de balances de collecter des données sur les biens alimentaires, les prix de certains articles vendus dans des unités de mesure locales (kopo, cuvette, ekolo, etc.) ont été convertis en prix au kilogramme et au litre à partir d'un tableau de conversion unifié à l'échelle nationale. Cependant, ces unités de mesure locales étant susceptibles de varier entre les différentes localités, elles ne reflètent pas systématiquement le prix d'un kilogramme ou d'un litre de l'article évalué.

Le nombre de marchés suivis dans le cadre de l'ICSM reste pour l'heure limité tant en nombre qu'en matière de couverture géographique. Des discussions avec des partenaires sont en cours afin d'étendre cette couverture.

Partenaires de l'initiative :



NORWEGIAN
REFUGEE COUNCIL



solidarités
international



À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes d'interactions de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/UNOSAT).



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



CWG RDC

REACH
Informing
more effective
humanitarian action

NOTES DE FIN

1 OCHA, décembre 2023, [Aperçu des besoins humanitaires 2024 : République Démocratique du Congo](#).

2 Les prix médians sont initialement calculés en FC. La conversion en USD est effectuée sur la base du taux fixé par la [Banque centrale du Congo](#) (1 USD = 2790,0926 FC au 15 juillet 2024).

3 Les valeurs minimales et maximales sont calculées au niveau du territoire.

Comme mentionné en [page 3](#), lorsque les scores d'une dimension sont inférieurs à 50% de leur score maximum, cela entraîne des modifications de la fonctionnalité globale.

4 Les articles alimentaires, les articles EHA et le combustible font l'objet d'une collecte de prix mensuelle. Les prix des AME, qui sont achetés plus ponctuellement par les ménages et dont le coût est moins susceptible de connaître des variations importantes, sont collectés sur une base trimestrielle. Ce mois-ci, les prix pour les AME ont été collectés dans les marchés évalués.

5 Les informations sur la composition du ménage sont tirées de l'enquête par grappe à indicateurs multiples [MICS-RDC-2018](#).

6 Les dépenses des ménages pour les AME, qui sont plus ponctuelles, sont comptabilisées en nombre de pièces achetées par année. Afin de permettre leur intégration au calcul du MEB mensuel, le coût d'une unité de ces articles est divisé par douze selon le nombre de pièces consommées annuellement.

7 Les coûts des composantes de la partie « autres dépenses », qui sont difficilement quantifiables ou peu accessibles sur les marchés, ne sont pas suivis dans le cadre de l'ICSM. Afin de permettre leur intégration au calcul du coût médian du MEB, des coûts fixes mensuels ont été retenus en se basant sur les sommes incluses dans le canevas du [MEB national harmonisé](#).

8 RFI, novembre 2024, RDC : [la guerre fait grimper l'alimentation sur les marchés de Goma](#).

9 La Prunelle RDC, novembre 2024, Bukavu : [hausse des prix des produits de première nécessité dans les marchés](#).

10 Un marché peut avoir un score de fonctionnalité élevé mais être considéré comme ayant une fonctionnalité limitée s'il sous-performe dans une des dimensions (score inférieur à 50% du score

maximum). Par exemple, un marché ayant un score de fonctionnalité de 80/100 mais avec une sous-performance au niveau de la résilience des circuits d'approvisionnement (5/20), se verra considéré comme ayant une fonctionnalité limitée. Si cette sous-performance concerne plus d'une dimension, alors il pourra même être considéré comme ayant une mauvaise fonctionnalité (si 2 dimensions sont concernées) ou même comme ayant des problèmes graves (si 3 dimensions sont concernées). Une note méthodologique complète est disponible sur demande.

11 Des précisions sur les indicateurs sont présentées dans la note méthodologique, disponible sur demande.

12 L'option de réponse "ne sait pas/ne préfère pas répondre n'est pas présentée sur le graphique.

13 À partir du mois de juin 2023, la méthodologie d'agrégation des coûts médians a été revue, sur recommandation de certains acteurs techniques afin d'être plus robuste. Les résultats ne changeant pas significativement au sens statistique, les comparaisons avec les mois précédents sont présentées, mais doivent être considérées avec d'autant plus de prudence. Les coûts médians sont désormais calculés en utilisant la médiane des coûts par marchés concernés - calculée à partir de la médiane des coûts pour chacun des articles collectés au sein d'un même marché - quel que soit le niveau d'agrégation. Cette méthodologie remplace la méthodologie dite de « la médiane des médianes », qui consistait à calculer un coût médian au niveau national à partir d'un coût médian au niveau régional, calculé à partir d'un coût médian au niveau des provinces, lui-même calculé à partir d'un coût médian au niveau des territoires, qui était calculé à partir des coûts médians des marchés concernés.

Qu'est-ce que le Cash Working Group ?

Le [Cash Working Group](#), ou Groupe de travail national sur l'assistance monétaire en RDC, est une composante de l'Inter-Cluster National et a pour objectif d'appuyer le développement d'une approche stratégique dans le domaine de l'assistance monétaire sectorielle et à usages multiples, en vue de sa meilleure prise en compte dans le cycle de programmation humanitaire en RDC. Plus particulièrement, il vise à assurer la mise en place de mécanismes inter-agences et multisectoriels favorisant de manière inclusive le développement d'une assistance monétaire de qualité.

Publications de l'ICSM

Mois	Fiche d'information	Base de données
Octobre 2024		Base de données
Septembre 2024	Fiche d'information	Base de données
Août 2024	Fiche d'information	Base de données
Juillet 2024	Fiche d'information	Base de données
Juin 2024	Fiche d'information	Base de données
Mai 2024	Fiche d'information	Base de données
Avril 2024	Fiche d'information	Base de données
Mars 2024	Fiche d'information	Base de données

Vous pouvez consulter les autres publications de l'ICSM [ici](#).